
Brèves économiques pour le Mexique et l'Amérique centrale au 26 juillet au 1^{er} août 2018

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

Relation Mexique / Etats-Unis

Les 26 et 27 juillet derniers ont été conclus 12 des 30 chapitres de l'ALENA sujets à modernisation, confortant l'espoir qu'entretiennent les négociateurs d'arriver à un accord de principe avant la fin du mois d'août. Parmi les 12 chapitres négociés, ceux relatifs au textile et au secteur énergétique ont été fermés. 8 à 10 autres chapitres, concernant notamment les problématiques relatives au travail et à la propriété intellectuelle, restent à être négociés. Les thèmes sur lesquels les négociateurs mexicains seront intransigeants sont relatifs au blocage des négociations de ces derniers mois, à savoir l'inclusion d'une temporalité pour les importations de certains biens agricoles en provenance des Etats-Unis, la clause « sunset » et le processus de résolution des litiges. Au sujet de la clause « sunset », un terrain d'entente semble avoir été trouvé, impliquant l'abandon de cette clause. Concernant le dernier blocage, relatif aux règles d'origine, les négociateurs annoncent avancer sur ce thème, dans un sens favorable au Mexique puisqu'ils garantissent qu'elles ne dommageront pas l'emploi mexicain. En effet, tandis que les Etats-Unis exigent que le contenu régional automobile étasunien s'élève à 75% de la valeur du bien exporté (impliquant que 40% du contenu exporté provienne de régions à hauts salaires), le Mexique averti ne pas être prêt à céder au-dessus de 70%. Les réunions qui ont lieu n'impliquent pas le Canada, pour le moment exclus des négociations, et la date de la prochaine réunion ministérielle (la dernière ayant eu lieu le 7 mai dernier) n'a pas encore été précisée. Robert Lighthizer, représentant américain au commerce, déclare ainsi que le Canada pourrait être un des points de friction à venir pour la conclusion d'un nouvel accord, bien que le négociateur américain espère que la conclusion d'un accord avec le Mexique encourage le Canada à plus de flexibilité. Enfin, jeudi 2 août devraient être conclus les chapitres concernant les droits de douane, la facilitation du commerce et les services financiers. Devraient également être incorporé à l'accord un chapitre sur le commerce digital, certaines entreprises démontrant que de nouvelles barrières au commerce ont été érigées depuis la digitalisation des économies et que les règles commerciales actuelles ne parviennent pas à abaisser.

Juan Pablo Castanon, président du Conseil Coordinateur Entrepreneurial (CCE), et Robert Lighthizer ont convenu que le Mexique ne sera plus soumis aux taxes de 25 et 10% respectivement sur l'acier et l'aluminium une fois la modernisation de l'ALENA achevée. De même, le Mexique retirera les droits de douane imposés aux Etats-Unis sur certains produits agricoles (taxes qu'elles avaient mis en place en réaction au protectionnisme étasunien).

Economie

Le Comité fédéral d'open market de la FED annonce ne pas modifier le taux des fonds fédéraux (entre 1,75 et 2%) en raison de la dynamique « robuste » de l'économie américaine. Cela permet de relâcher la pression sur le taux d'intérêt directeur de Banxico, qui se maintiendrait à 7,75%.

L'économie mexicaine montre des signes d'atonie au mois de juillet 2018. En effet, les indicateurs de l'Institut Mexicain des Cadres Financiers (IMEF) concernant la production manufacturière et non-manufacturière ont diminué de respectivement 2 points ce mois-ci (atteignant 50 unités) et 0,5 points (atteignant les 49,7 unités). Les résultats de l'enquête menée par l'IMEF en juillet 2018 montrent qu'au début du 2^{ème} semestre de cette année, l'économie mexicaine paraît être entrée dans une phase d'atonie, où la croissance pourrait être très faible voire nulle. Il est également très probable que cette décélération de l'économie persiste durant les 6 prochains mois de l'année.

La hausse des taux d'intérêt de Banxico (+ 4,75 points entre décembre 2015 et aujourd'hui) aura un impact limité sur le coût du crédit. Bien que le coût du crédit bancaire ait augmenté (+1,5 points de pourcentage), cela n'est pas dû à la hausse des taux de Banxico, étant donnée la forte compétitivité du secteur bancaire mexicain. En effet, la

croissance du taux d'intérêt appliqué aux crédits bancaires a été inférieure à la hausse du taux directeur de la Banque Centrale, et cela grâce la compétitivité du secteur bancaire, permettant aux banques de conserver les clients existants et d'en attirer de nouveaux, compensant ainsi les pertes qu'elles pourraient encaisser en raison de ce différentiel de taux. La forte compétitivité du secteur s'est principalement ressentie dans le secteur du crédit immobilier, où le taux d'intérêt a diminué entre 2015 et 2018 (de 10,73% à 10,31%). Egalement, la hausse du taux de la BC n'a pas été répercutée sur les taux bancaires en raison de la marge que les banques réalisent : le taux d'intérêt qu'elle perçoit des crédits qu'elles accordent sont en moyenne de 12,8%, tandis que le taux de rémunération des dépôts de ses clients est de seulement 5,21%.

Le Ministère des Finances prévoit une hausse de l'inflation, du taux de change et du prix du brut pour la fin de l'année 2018. D'après le rapport des finances et de la dette publique du 2^{ème} trimestre, le taux de change estimé pour cette fin d'année est de 19,1 MXN par USD, l'inflation prévue est de 3,8% et le prix du brut devrait être de 58 dollars par baril pour cette même période. Cette tendance haussière aura un impact négatif sur les finances publiques (principalement sur la dette et le paiement de ses intérêts) et porterait donc préjudice aux projets (infrastructures, programme social, etc) annoncés par AMLO.

Selon l'enquête mensuelle de la Banque Centrale mexicaine, interrogeant les spécialistes du marché, le niveau d'inflation anticipé pour l'année 2018 est de 4,23%, se situant ainsi au-dessus du taux plafond fixé par Banxico.

Le taux de chômage au mois de juin 2018 est de 3,4%, niveau supérieur à celui enregistré en juin 2017, rompant ainsi la tendance baissière enregistrée ces 5 derniers mois (+ 0,12 point par rapport à mai 2018). En d'autres termes, 3 personnes de 15 ans et plus sur 100 déclarent être en recherche d'emploi. 7 habitants sur 100, appartenant à la population économique active déclare être disponibles et nécessitent de travailler. Ces dernières années, les femmes ont eu davantage d'opportunités de travail dans les villes, le pourcentage de femme actives dans les villes ayant surpassé celui des hommes (3,8% des femmes actives en ville sont au chômage, contre 4,4% pour les hommes). La hausse du taux de chômage est accompagnée d'une hausse du taux d'emploi informel. En effet, en décembre 2016 en zone urbaine, 44,6% des emplois occupés étaient informels.

Le déficit commercial a augmenté de 48% au premier semestre 2018, relativement à son niveau enregistré à la même période en 2017. Ce déficit est le second plus grand déficit commercial enregistré au cours des 10 dernières années. Le déficit commercial est de 549 M USD. Goldman Sachs a espoir que la balance commerciale non-pétrolière s'améliore, amélioration qui pourrait être impulsée par une devise compétitive, une demande interne modérée et une demande élevée des Etats-Unis.

Les exportations mexicaines ont perdu en dynamisme, enregistrant le taux de croissance le plus faible depuis septembre 2017 (3,3%). Les exportations ont également baissé de 5,4 points de pourcentage en juin 2018, respectivement à la croissance des exportations de 10,9% enregistrée au mois de mai, atteignant une valeur de 37 485 M USD en juin. Ce ralentissement s'explique par la baisse des ventes de produits manufacturiers non-automobiles et des ventes de produits agricoles.

Les flux de remesas des Etats-Unis vers le Mexique ont augmenté de 11,6% au cours des 6 premiers mois de l'année 2018, par rapport au niveau enregistré à la même période en 2017. En effet, 16 244 M USD ont été envoyés au Mexique par les travailleurs mexicains depuis les Etats-Unis entre janvier et juin 2018. Ce phénomène tient en 3 principales justifications. La première est que de plus en plus de mexicains sont parvenus à trouver un emploi aux US sur la période considérée, ces emplois étant en moyenne mieux rémunérés que par le passé. De plus, la dépréciation du taux de change MXN/USD au cours du mois de juin a favorisé les flux de remesas, les mexicains bénéficiant d'une amélioration de leur pouvoir d'achat. Enfin, l'incertitude et la peur face aux mesures protectionnistes impulsées par Donald Trump ont d'autant plus encouragé ces transferts monétaires.

PEMEX et la Commission Fédérale d'Electricité (CFE) enregistrent des pertes de respectivement 49 Mds MXN et 39 Mds MXN au premier semestre 2018. PEMEX a réalisé des pertes ce semestre malgré l'amélioration de ses revenus (+ 24,6% par rapport au 1^{er} semestre 2017). A l'inverse, les revenus de la CFE ont diminué de 10,3% sur la période considérée. Or, l'Institut National de l'Administration Publique considère que la situation financière de

PEMEX n'est pas si fragile qu'elle paraît l'être. En effet, si le taux de change reste stable et que le prix moyen du pétrole atteint les 60 USD/baril, les résultats financiers de l'entreprise pétrolière devraient s'améliorer. Cependant, PEMEX a enregistré vendredi 27 juillet une chute de ses ventes de brut, la cinquième de l'année, avec 1 846 M de barils vendus au mois de juin, soit 8,1% de moins qu'en juin 2017.

Au cours du premier semestre 2018, le secteur pétrolier enregistre un déficit historique : les importations pétrolières ont surpassé les exportations de 10 286 M USD. Cela est en partie dû au prix élevé du brut, entraînant dans son sillage une hausse du prix international des produits dérivés du pétrole, s'ajoutant à une forte demande interne pour ce type de produits et à la faible capacité de production du Mexique. Cependant, les projets d'infrastructure du prochain gouvernement (construction de 2 nouvelles raffineries et réhabilitation des 6 raffineries existantes) contribueront à réduire ce déficit sur le long terme.

Bien que les 3 appels d'offres du secteur pétrolier aient été reportés au 14 février 2019, l'intérêt des entreprises à y prendre part augmente. 5 entreprises de plus souhaitent prendre part à la « ronda 3.2 », 8 autres sont désormais intéressées par l'appel d'offres relatif au gaz de schiste, où seul PEMEX montrait un intérêt il y a encore quelques jours. Cet intérêt croissant est un signal positif pour le secteur, dans lequel le changement de gouvernement n'a pas altéré la confiance des entreprises.

AMLO propose d'investir 4 Mds USD pour sauver le secteur énergétique, permettant à PEMEX de poursuivre l'exploration des gisements de pétrole et de financer une nouvelle raffinerie. Cet investissement permettrait ainsi de réduire les importations de combustibles en provenance des Etats-Unis et augmenterait la production mexicaine de brut de 600 000 barils/jour en 2 ans. Cependant, certains experts considèrent la politique énergétique d'AMLO comme insoutenable pour PEMEX, société pétrolière la plus endettée du monde. La construction de la raffinerie, prévue dans l'Etat de Tabasco (dans le sud du pays), aura un coût de 8,6 Mds USD, investissement équivalent aux pertes de PEMEX au second trimestre. Pourtant, l'investissement prévu au départ était de 6 Mds USD, ce qui conforte les experts dans l'insoutenabilité de la politique du futur Président. De plus, PEMEX ne dispose pas des liquidités suffisantes pour assumer la construction de nouvelles raffineries, avec une dette nette de 106 Mds USD, qui gonflerait d'autant plus avec la construction des nouvelles infrastructures. L'institution régulatrice du secteur pétrolier estime que PEMEX pourrait entreprendre de s'aligner sur le modèle de la compagnie pétrolière chinoise, où la maison-mère est détenue par l'Etat mais où certains actifs sont scindés en une unité partiellement cotée en Bourse.

AMLO a annoncé le nom des personnalités qui occuperont la direction des différentes instances du secteur énergétique. Rocio Nahle sera la prochaine Ministre de l'Energie, Octavio Romero Oropeza et Manuel Bartlett occuperont les postes de Directeur Général respectivement de l'entreprise pétrolière PEMEX et de la Commission Fédérale d'Electricité (CFE).

Manuel Bartlett assure que le gouvernement d'AMLO ne fera pas marche arrière concernant la réforme énergétique, dans la mesure où les dirigeants cherchent à rendre la CFE compétitive. Il souligne que la loi sera respectée « telle qu'elle ». Cependant, AMLO entend également redonner à la CFE sa fonction sociale, discriminant les contribuables en fonction de leur niveau de revenu, via une tarification différenciée.

L'incertitude introduite par la menace étasunienne de sortir de l'ALENA disparaît progressivement avec l'avancée des négociations et la perspective de conclure un accord en août, pouvant faire baisser le cours de l'USD sous les 18 MXN avant septembre.

Au premier semestre 2018, l'Etat dont la croissance a été la plus soutenue est Jalisco, tandis que dans 9 Etats la croissance a ralenti. L'indicateur trimestriel de l'activité économique étatique (ITAE) a augmenté de 5,5% relativement à l'année précédente, impulsé par le dynamisme du secteur manufacturier (+ 6,1%), du commerce (+ 7,3%) et des activités primaires.

Finances publiques

Les recettes budgétaires ont diminué de 10,3% au premier semestre 2018, par rapport au niveau enregistré sur la même période en 2017. C'est la première fois qu'une telle baisse est enregistrée depuis le début du mandat de Peña

Nieto. Les recettes réalisées grâce à l'impôt sur le revenu et la TVA ont augmentées respectivement de 1,1% et 0,6% comparé à l'année 2017. Celles réalisées grâce à l'IEPS ont cependant diminuées de 17% par rapport au premier semestre 2017, tirées par la baisse de 24,4% enregistrée sur la même période des revenus obtenus de l'IEPS sur l'essence et le diesel. Egalement, la relance fiscale impulsée par le Ministère des Finances pour atténuer la hausse des prix des carburants a contribué à la baisse des recettes budgétaires enregistrées au premier semestre 2018. A l'inverse, les revenus issus du pétrole ont augmenté de 8,7% par rapport à 2017 et cette rente pétrolière représente 19% des recettes totales du gouvernement fédéral. Cette hausse des revenus pétroliers est principalement due à la hausse du prix moyen des exportations mexicaines de pétrole, effet pourtant contrecarré par la baisse de la production pétrolière mexicaine et par l'appréciation du taux de change.

Les dépenses publiques ont augmentés de 4,9% par rapport au premier semestre 2017, notamment en raison d'un coût d'opération associé à la production d'électricité supérieur à celui de l'année antérieure (du fait de la hausse des prix internationaux des combustibles) et à cause d'autres dépenses associées aux revenus excédentaires du gouvernement. Bien que le déficit soit plus important que celui de l'an passé, il reste tout de même inférieur aux prévisions du Ministère des Finances. A l'inverse, le solde primaire est excédentaire, bien que ce surplus soit inférieur à celui enregistré l'an passé.

Entreprises et grands contrats

Les ventes d'assurance par téléphone ont diminué de 28% au second semestre 2017, relative au 1^{er} semestre. Sur 20,2 millions d'appels passés, 1,2 M seulement ont débouché sur une vente, soit 6 appels sur 100.

Konfio, une Fintech dédiée à l'octroi de microcrédits en ligne destinés aux PME, a levé 90 M USD, notamment grâce au fonds suédois Vostok. Il s'agit ainsi de la Fintech ayant levé le plus de capital au Mexique, grâce à un fonds investissant pour la première fois dans le pays. Au total, la start-up a pu lever 102 M USD grâce aux 3 levées de fonds réalisées. Son objectif est de renforcer son équipe, de lancer de nouveaux produits digitaux destinés aux PME et de maintenir son rythme de croissance. Depuis son lancement il y a 4 ans, Konfio a octroyé près de 4 000 financements. La majorité de ses clients sont des PME issues du commerce de détail.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau au 02/08/2018
Bourse (IPC)	-1,7%	-4,18%	49 056,04
Risque pays (EMBI+Mx)	+2,07%	+8,24%	197
Taux de change USD/Peso	-0,74%	+4,25%	18,63
Taux de change Euro/Peso	-1,27%	+2,41%	21,66
Prix du baril de pétrole mexicain (USD)	-3,93%	+36,98%	63,41

AMERIQUE CENTRALE

2017 – PIB : 262,1 Mds USD | Pop : 47 M hbts

Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

Les exportations du Costa Rica ont augmenté de 6% au premier trimestre 2018 par rapport à la même période en 2017, **atteignant 5 718 M USD**. Cette progression est avant tout portée par l'augmentation des exportations de produits manufacturés (+9%) ainsi que par les exportations agricoles (+4%), qui restent le premier poste d'exportation (28% des exportations).

Le gouvernement costaricien a confié à l'Assemblée législative un budget extraordinaire de 1 Mds USD pour le remboursement de la dette intérieure, ce qui représente 1,73% du PIB estimé pour 2018. Le ministère des Finances accuse le gouvernement antérieur d'avoir mal estimé le montant des dettes et donc les ressources allouées au

Guatemala

2017 – PIB : 75,7 Mds USD | Pop : 16,9 M hbts

remboursement de la dette dans le Budget de l'Etat 2018.

En 2017, la Banque Centraméricaine d'Intégration Économique (BCIE) a accordé au Guatemala des prêts d'une valeur totale de 137 MUSD. Les principaux projets financés ont été le programme centraméricain pour le logement et le développement de l'habitat durable (VIDHAS), pour un montant de 100 MUSD, et le secteur de l'intermédiation financière et de la finance en faveur du développement (37 MUSD d'investissement).

Le Ministère des Finances négocie actuellement avec la BCIE un prêt de 250 MUSD pour renouveler 150 000 hectares de plantations de café atteintes par la rouille du café.

Le secteur bancaire guatémaltèque affiche des chiffres positifs, avec une hausse de près de 11% de ses actifs en passant de 37,6 MUSD à 41,7 MUSD, malgré un taux de croissance économique revu à la baisse. Le revenu net du secteur bancaire a augmenté de 15,5%. Banco Industrial se maintient à la tête du secteur bancaire du pays avec un bénéfice net de 175,3 MUSD (+9,44%), suivi de Banco de Desarrollo Rural (Banrural) et Banco G&T Continental.

Un accord de libre-échange post Brexit et la création d'une Chambre de Commerce Britannico-Guatémaltèque (BritCham). L'Ambassadrice britannique au Guatemala, Carolyn Davidson, a déclaré aux médias que le Royaume-Uni souhaite négocier un accord de libre-échange très similaire à l'Accord d'Association entre l'Union européenne et l'Amérique centrale après le Brexit. Au cours des négociations relatives à la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne, les accords négociés restent en vigueur. Ainsi, aucun changement n'est prévu avant décembre 2020. A partir de cette date, le Royaume-Uni devra négocier un accord avec l'Amérique centrale sur la base de l'Accord d'association UE-Amérique centrale.

Par ailleurs, dans la perspective de consolidation des échanges bilatéraux, une Chambre de Commerce Britannico-Guatémaltèque a été créée. Actuellement, les exportations du Guatemala vers le Royaume-Uni représentent près de 100 MUSD, soit 1% du total des exportations du pays et les importations depuis le Royaume-Uni s'élèvent à 40 MUSD, soit 0,25% des importations totales guatémaltèques. Le pays représente 1% des flux d'IDE au Guatemala.

Honduras

2017 – PIB : 22,9 Mds USD | Pop : 9,2 M hbts

Les résultats nets des banques honduriennes augmentent de 7% au premier semestre, respectivement à la même période l'année dernière. Les charges financières ont également augmentées de 9% sur la même période.

Les exportations de café du Honduras ont atteint 1,014 Md USD, en baisse de 15% par rapport à la récolte précédente. La récolte de café hondurien 2017-2018 est en baisse de 15% en valeur et 2% en volume (à 8,27 M de sacs de 46 kilos). Les cours internationaux du café sont également en baisse. Le prix moyen pour la récolte 2017-2018 a été de 122,56 USD contre 141,76 USD en 2016-2017, soit une baisse de 13,5% du prix moyen. Les principales destinations du café hondurien sont l'Allemagne, la Belgique, les États-Unis et l'Italie (71% du total des exportations); suivis par la France, le Royaume-Uni, la Suède, la Colombie, le Canada et la Corée du Sud.

Nicaragua

2017 – PIB : 13,7 Mds USD | Pop : 6,2 M hbts

L'économie nicaraguayenne continue de subir de plein fouet les conséquences de la crise politique qui traverse le pays, ayant fait 448 morts en 100 jours. **D'après le directeur général de la Bourse, Gerardo Argüello, le PIB**

devrait reculer de 3% en 2018. S'il reconnaît qu'il est encore difficile d'évaluer les conséquences économiques de cette révolte, **il affirme que la situation pourrait devenir critique en 2019 si le conflit ne s'apaise pas.** Les entreprises enregistrent des baisses conséquentes de leurs ventes et la crise a entraîné 250 000 nouveaux chômeurs.

La dette extérieure du Nicaragua augmente de 2% au premier semestre 2018. La Banque Centrale du Nicaragua a annoncé qu'en juin la dette extérieure avait atteint 5 644 M USD, soit 35,6 M USD de plus qu'au mois de mai.

Les transferts de migrants (*remesas*) reçus par le Nicaragua ont augmenté de 9% au premier semestre 2018 pour atteindre 725 M USD. Ces transferts proviennent pour moitié des Etats-Unis (55,7%) mais aussi largement du Costa Rica (19,5%) et de l'Espagne (10,9%). Ces *remesas* représentent 10,9% du PIB du pays.

La crise politique du Nicaragua pourrait provoquer la création d'une commission spéciale au sein de l'Organisation des Etats Américains (OEA) ou le blocage de prêts de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) dont le portefeuille d'actif dans ce pays s'élève à 624 M USD. La commission de l'OEA fera un suivi de la crise, considérée la plus sanglante depuis les années 80 avec le décès de 448 personnes selon l'Association Nicaraguayenne Pour les Droits de l'Homme (ANPDH). Cette décision pourrait être prise la semaine

Panama

2017 – PIB : 61,9 Mds USD | Pop : 4 M hbts

prochaine.

La Ministre des Finances du Panama, Eyda Varela de Chinchilla, a rencontré le Ministre britannique du Commerce International (DIT) lundi 30 juillet pour discuter des opportunités de coopérations économique et financière entre les deux pays. Un nouveau cadre réglementaire permettant l'adoption de nouveaux produits financiers et la création de nouvelles institutions financières spécialisées ont notamment été abordés.

La dette totale des entreprises liées au secteur public atteint 31 445 M USD, selon les rapports du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) et des Autorités du Canal de Panama (ACP). Parmi cette dette, 24 232 M USD sont associés au secteur public non-financier. Parmi les débiteurs, plusieurs sont liés à des projets clés : Métro de Panama (579 M USD), l'Entreprise de Transmission Electrique (272 M USD), le Ministère des Travaux Publics (179 M USD) ou encore le Ministère de la Santé (38 M USD).

Les dépenses pour le règlement des salaires publics augmentent de 12% : entre janvier et juin, le gouvernement panaméen a dépensé 1 915 M USD pour payer les salaires de ses fonctionnaires, soit 12% de plus qu'au premier semestre 2017.

Le budget prévu pour 2019 est de 23,318 Mds USD, ce qui représente une diminution de 549 M USD par rapport au budget de l'exercice précédent. En revanche, si le montant du budget total est en baisse, le budget du secteur public non-financier pour 2019 enregistre une augmentation de 903 M USD, atteignant 18,994 Mds USD. De plus, les dépenses de financement sont estimées à 11,188 Mds USD, en hausse de 383 M USD. Par ailleurs, 5,222 Mds USD seront destinés aux projets d'investissements et 2,581 Mds USD au service de la dette. **La réduction du budget total de l'Etat est due à l'utilisation plus optimale de sa liquidité,** au travers du compte unique de trésorerie. La ligne de crédit de 500 M USD, octroyée par la Banque Nationale de Panama, a donc été exclue du budget 2019.

Le Conseil du Cabinet approuve le budget de l'Autorité du Canal de Panama (ACP) pour l'année 2018/19 (octobre-septembre). L'ACP prévoit des revenus de 3,239 Md USD, qui généreront une contribution directe au Trésor National de 1,736 Md USD. La proposition de budget projette une augmentation de 212,7 M USD des revenus liés au transit. Il est estimé que pour l'exercice 2018/19, 450,7 M de tonnes, transiteront par le Canal, soit une hausse de 21,3 M de tonne par rapport au budget 2017/18.

La Direction Générale des contrats publics a rejeté les réclamations des consortiums *Astaldi-Daelim* et *Cuarto Puente CSCEC-CREC*. Cette décision confirme l'attribution par le Ministère des Travaux Publics du contrat de

construction du 4^{ème} pont sur le Canal au *Consortium Panama Cuarto Puente* pour 1,42 Md USD (le prix de référence du Ministère était de 1,607 Md USD). Le consortium est composé des entreprises *China Communications Construction* et *China Harbour Engineering*. Il s'agit du premier projet majeur accordé à une entreprise chinoise, depuis l'établissement des relations diplomatiques, en juin 2017.

L'élargissement de l'aéroport international de San Salvador aura un coût estimé à 66 MUSD, à la charge de la Commission Exécutive Portuaire Autonome (CEPA). En 2013, la CEPA a réalisé les premiers travaux de réhabilitation et de modernisation du terminal pour un montant de 58,2 MUSD. La deuxième phase s'est élevée à 19 MUSD, pour la construction de 4 aires de stationnement d'avions (6,5 MUSD), d'une salle d'attente avec 4 portes d'embarquement (5,7 MUSD) et pour la modernisation du parking (5,5 MUSD).

La CEPA a investi près de 143 MUSD pour la rénovation de l'aéroport. Le plan directeur effectué par la société Kimley-Horn a proposé une première phase d'élargissement à mettre en place entre 2014 et 2017 pour un montant de 115,5 MUSD. La CEPA a modifié ce projet, trouvant l'investissement trop important. D'après son président, la construction sera de 23 000 m².

Ce projet sera financé sur fonds propres de la CEPA. Les travaux ont été confiés à la société mexicaine CAABSA et le suivi sera réalisé par UNOPS. La fin des travaux est prévue pour mai 2019.

CARAÏBES

2017 – PIB : 142 Mds USD | Pop : 43 M hbts

Jamaïque

2017 – PIB : 14,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

Le Cabinet approuve la réforme de la Banque Centrale (BOJ). L'objectif de cette réforme est de renforcer l'indépendance de la BOJ afin d'éviter une influence politique sur la politique monétaire. Le Cabinet a approuvé les modifications de plusieurs lois régissant les opérations de la BOJ. Ces modifications devraient être déposées au Parlement en octobre. Les changements visent à améliorer la structure de gouvernance de la Banque à travers une attribution claire des rôles pour la prise de décision politique et la gestion quotidienne. Les réformes renforceront l'autonomie de la Banque Centrale et fourniront une base juridique pour le ciblage de l'inflation. La BOJ poursuivra

République Dominicaine

2017 – PIB : 75 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

une inflation faible, stable et prévisible en tant qu'objectif exclusif de la politique monétaire.

La Banque Centrale a annoncé une croissance de 7,3% pour le mois de juin, plaçant la croissance du premier semestre à 6,7%. Les activités économiques les plus dynamiques sur les six premiers mois de l'année sont : la construction (+13,2%), les zones franches (+11%), la santé (+8,2%), le commerce (8,1%), l'industrie (+6,8%) et le transport (+6,8%).

Selon le Groupe d'Action Financière (GAFI), le pays présente des lacunes dans le régime de lutte contre le

Trinité-et-Tobago

2017 – PIB : 21,6 Mds USD | Pop : 1,4 M

blanchiment d'argent. En effet, Trinité-et-Tobago est l'un des huit pays dans le monde jugé comme ayant des déficiences stratégiques en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et d'être « insuffisamment conforme » aux recommandations du GAFI. Le GAFILAT continuera de travailler avec le pays et

Iles vierges britanniques

2017 – PIB : 1 Md USD | Pop : 31 000 hbts

de rendre compte des progrès accomplis pour remédier aux insuffisances identifiées.

Au 1^{er} semestre, les Iles Caïmans ont accueilli plus de 1,3 M de touristes, ce qui représente une augmentation de 19,52% en g.a. Les arrivées d'avions ont connu une hausse de 15,9% sur la période, tandis que les arrivées des touristes de croisière ont compté pour 81% de la fréquentation totale des îles. Par ailleurs, le mois de juin marque le 15^{ème} mois consécutif de croissance des arrivées. Enfin, selon les estimations préliminaires du Ministère du Tourisme,

entre janvier et mai, les dépenses des visiteurs ont contribué à hauteur de 400 M USD aux caisses nationales, soit une hausse de 45 M USD par rapport à la même période en 2017.